

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS

39 RUE DU 3° ZOUAVE
BP 60005
68131 ALTKIRCH Cedex
68130 Altkirch

Références : 0006702247_2024_27_03_DAIICHI_VIIC_suivi-échéances-eaux
Code AIOT : 0006702247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS implanté 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite de suivi des échéances suite à une visite ayant eu lieu en mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS
- 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006702247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DAIICHI SANKYO, installée sur le site depuis 1975, est autorisée à ce jour par arrêté préfectoral délivré le 12/11/2009 (modifié notamment en 2014) à exploiter (pour la fabrication de produits pharmaceutique) un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui relèvent des régimes de l'autorisation (rubriques n°3450, 1431, 1433, et 2690) et

de la déclaration (rubriques n°1432, 2240, et 2910).

Ces installations sont soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Contexte de l'inspection :

- Suivi des échéances

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Conditions de rejets - dilution	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Collecte et rejets des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 3	Astreinte journalière	/
6	Méthodes de mesures	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 5	Astreinte journalière	/
7	Contrôle de recalage des mesures	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 6	Astreinte journalière	/
9	Ruissellement des eaux	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 8	Astreinte journalière	/
10	Maintenance des dispositifs de traitement de l'eau	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Aménagement de l'ouvrage de rejet	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 2	Sans objet
5	Valeurs limite d'émission	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 4	Sans objet
8	Compatibilité des rejets avec le milieu naturel	AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 7	Sans objet
11	Prélèvements en continu	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.3	Sans objet
12	Confinement des eaux polluées	AP Complémentaire du 12/11/2009, article 4.3.4	Sans objet
13	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.3.2	Sans objet
14	Positionnement RSDE - programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31, 32, 33 et 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site montrent que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis d'une partie des écarts constatés lors de la visite de contrôle du 20/02/2023.

Cependant, certaines dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 09/05/2023 ne sont pas respectées :

- Point de contrôle n°4 : L'exploitant ne procède pas au contrôle de la qualité des eaux pluviales avant rejet au milieu récepteur.
- Point de contrôle n°6 : L'exploitant ne justifie pas que ses méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.

- Point de contrôle n°7 : L'exploitant procède à un contrôle de recalage qui ne respecte pas les éléments précisés dans la prescription. Le paramètre mesuré n'est pas le bon, l'écart mesuré n'est pas analysé, et l'accréditation du laboratoire ayant procédé à la mesure n'est pas justifiée.
- Point de contrôle n°9 : Les points de rejets en eaux pluviales des installations (point de rejet principal historique et point de rejet du nouveau parking) excèdent la valeur limite en débit de 10 % du QMNA5 du TALBACH.

De plus, deux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/11/2009 ne sont pas respectées :

- Point de contrôle n°1 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour,
- Point de contrôle n°10 : Concernant la maintenance des dispositifs de traitement de l'eau, les dérives et les incidents de fonctionnement ne sont pas portés systématiquement sur le registre spécial.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées: [...] <ul style="list-style-type: none"> -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : En amont du contrôle sur site, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan des réseaux (R2000100PL2303C) dans sa version du 09/12/2021 (révision C). Lors du contrôle sur site, et examen de ce plan, l'exploitant a mentionné qu'il n'était pas juste, puisqu'il apparaît sur ce plan que les eaux de ruissellement de la zone de dépotage des matières dangereuses sont collectées vers la station de traitement interne, alors que des aménagements ont été réalisés pour modifier ce réseau et collecter cette zone de manipulation de produits dangereux vers la rétention déportée "24A". Postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis en date du 02/04/2024, le même plan dans sa version du 28/03/2024 (révision D) en mentionnant dans la transmission que le plan malgré la mise à jour effectuée et après vérification par ses soins comportait toujours des erreurs. Au vu de ce qui précède l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de rejets - dilution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche

des installations de traitement. [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle, ce point réglementaire n'avait pas appelé de commentaire spécifique de la part de l'Inspection. Cependant l'examen des éléments transmis en date du 18/03/2024 dans le cadre du ré-examen "IED" des installations a permis à l'Inspection à l'éclairage de certains éléments du dossier (figure 4 et paragraphe 2.2.4 décrivant le fonctionnement de la station de traitement), d'identifier une pratique de dilution des effluents avant traitement. En effet dans le dossier l'exploitant décrit une pratique consistant à injecter dans le bassin d'aération des effluents jusqu'à 12m3/h d'eau de refroidissement non souillées, pour un maximum de 4m3/h d'eaux usées industrielles à traiter. Ces ratios ont pu être vérifiés lors du contrôle sur site avec un débit instantané relevé à environ 2m3/h pour les eaux usées industrielles pour environ 6m3/h pour les eaux de refroidissement.</p> <p>Dans son dossier et lors du contrôle l'exploitant précise que cette dilution est rendue nécessaire par charge hydraulique à atteindre dans l'ouvrage de traitement. Aucune note de dimensionnement n'est produite à l'appui de ces éléments. Sur site, l'exploitant a indiqué que cette situation était héritée du passé et notamment de l'installation de la station lorsque les charges en DCO du site ne pouvaient pas être traitées par le lit bactérien sans une dilution préalable. Les charges en DCO ayant diminuées, la dilution n'est à ce jour plus nécessaire pour permettre le traitement. La prescription contrôlée prévoit que la dilution est autorisée dans le cas où celle-ci est nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En l'état et faute d'élément technique étayés, l'inspection n'est pas en mesure de conclure sur la conformité de la pratique de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de transmettre dans un délai de 6 mois les éléments techniques permettant de démontrer que la dilution des effluents dans les proportions telles que constatées est techniquement nécessaire pour le traitement de ses effluents. Le fait que la station ne soit plus adaptée à ce jour à la charge des effluents et surdimensionnée n'est pas un argument recevable, des adaptations techniques étant envisageables pour se passer de la dilution pour augmentation de la charge hydraulique de l'ouvrage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Aménagement de l'ouvrage de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement de l'ouvrage de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 sus-visé : «4.3.6.2.1 Aménagement de l'ouvrage de rejet Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]»</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport du préleveur, Eurofins, daté du 09/11/2023 et transmis à l'Inspection par mail du 02/04/2024, présente comme photo du lieu de prélèvement le bassin de rétention des eaux pluviales, avec comme indication un prélèvement effectué au seau. Ce lieu de prélèvement est aisément accessible et permet <i>a priori</i> des interventions en toute sécurité. L'Inspection fait cependant remarquer à l'exploitant qu'un prélèvement à cet emplacement implique de prélever</p>

les eaux de pluie avant leur passage dans le déshuileur débourbeur.
Ce constat n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte et rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 susvisé : «Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier lot des eaux pluviales. Les eaux collectées sont traitées par un dispositif décanteurs déshuileurs adapté à la pluviométrie. Ces eaux peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.»
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué à l'Inspection que les contrôles de la qualité des eaux pluviales ne sont effectués qu'annuellement, alors que les eaux pluviales sont rejetées périodiquement au milieu naturel (en fonction de la pluviométrie). La prescription n'est pas respectée, la qualité des eaux rejetées devant être contrôlée avant chaque rejet au milieu récepteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 susvisé : «Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective L'exploitant est tenu de respecter, avant rejets des eaux résiduaire dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : Émissaire de la station d'épuration (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2009) : Paramètre : Chlorures Concentration moyenne journalière (mg/l) : 650 Flux maximal journalier (kg/j) : 200
Constats : Dans son dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter du 13 octobre 2023 (dans sa version complétée), l'exploitant traite des aspects relatifs aux valeurs limites acceptables par le milieu naturel (notamment pour le paramètre Chlorure) et explicite une demande d'adaptation formelle des Valeurs Limites d'Émissions actuellement opposables aux

installations en passant à une concentration de 1250 mg/l en maintenant un flux journalier à 200kg/j. L'instruction de ces éléments par l'Inspection fait l'objet d'un rapport distinct, mais cette dernière conclut au caractère acceptable de la demande formulée. Sans préjugé de la concentration finale qui sera retenue dans l'arrêté préfectoral portant prescription modificative à rédiger par l'Inspection, il convient de considérer que la valeur de 650 mg/l mentionnée dans la prescription contrôlée sera revu à la hausse, sous couvert d'une modification du point de rejet qui devra se faire dans l'ILL et non plus dans le bras de dérivation avant rejet dans le TALBACH. La prescription de l'arrêté de mise en demeure est considérée caduc par l'inspection, et cessera d'exister à la signature de l'acte qui modifiera l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14/03/2014.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant d'engager les démarches qui permettront à l'exploitant de remplir les conditions de sa demande de modification et permettant à terme de rendre acceptable ses rejets en chlorures par le milieu récepteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Méthodes de mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-11 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</p> <p>« Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 20/02/2023, il avait été constaté que l'exploitant ne faisait pas réaliser de contrôle de recalage au sens de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il n'était donc pas en mesure de justifier que la méthode analytique qu'il utilise est équivalente en termes de résultats à la méthode prévue par l'avis précité, notamment pour le paramètre DCO.</p> <p>Lors du contrôle de 2024, l'exploitant a fourni par mail du 02/04/2024 une synthèse des mesures et</p>

<p>recalage effectués pour chaque paramètre. Pour le paramètre DCO, l'exploitant indique procéder à un contrôle selon une mesure interne, avec un contrôle de recalage, avec la technique de ST-DCO.</p> <p>Cependant, plusieurs points ne permettent pas de considérer ce contrôle de recalage comme permettant de répondre à la prescription, et permettant de justifier que les méthodes employées sont fiables, répétables et reproductibles. Ceux-ci sont détaillés dans le point de constat suivant.</p> <p>Ainsi le contrôle de recalage n'est pas effectué de manière à justifier que les mesures effectuées par l'exploitant soient fiables, répétables et reproductibles. La prescription n'est pas respectée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 7 : Contrôle de recalage des mesures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</p> <p>«S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni par mail du 26/03/2024 le rapport de l'organisme ayant effectué le contrôle de recalage.</p> <p>Plusieurs points ne permettent pas de considérer ce contrôle de recalage comme permettant de répondre à la prescription, et permettant de justifier que les méthodes employées sont fiables, répétables et reproductibles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que l'arrêté préfectoral du 12/11/2009 prennent comme paramètre à surveiller la DCO, et non la ST-DCO. Si pour des contrôles réguliers réalisés par l'exploitant, l'utilisation de la technique de ST-DCO peut être justifiée notamment pour limiter l'usage de produits chimiques toxiques, le contrôle de recalage annuel devrait utiliser la méthode de mesure de la DCO, qui est le paramètre précisé dans la prescription, et non de la ST-DCO. 2. L'écart entre la mesure de l'exploitant et celle du contrôle de recalage n'est pas analysé. L'exploitant justifie cette absence de comparaison car les valeurs des mesures se trouvent sous le seuil de comparaison défini par l'agence de l'eau Rhin-Meuse. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce seuil de comparaison est défini arbitrairement, et n'a ni valeur normative ni valeur réglementaire. Il est attendu de la part de l'exploitant une comparaison entre ses mesures et les mesures issues du contrôle de recalage.

<p>De manière similaire, les valeurs d'écart maximum toléré définies par l'agence de l'eau n'ont pas valeur réglementaire ou normative. Pour le paramètre ST-DCO, des valeurs plus restrictives sont disponibles dans la norme ISO 15705 de novembre 2002, cité dans l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>3. Le laboratoire ayant procédé au contrôle de recalage, le CAR, étant accrédité pour les prélèvements mais pas pour l'essai ST-DCO, celui-ci a été réalisé par un laboratoire sous-traitant. Le rapport assure que ce laboratoire sous-traitant est accrédité COFRAC, mais le nom dudit laboratoire n'est pas précisé, ne permettant pas de vérifier son accréditation.</p> <p>Ainsi, l'Inspection considère que la prescription n'est pas respectée, puisqu'en l'état il n'est pas possible de vérifier que l'analyse ait été effectuée par un laboratoire accrédité, que la surveillance a été faite sur le paramètre ST-DCO et non le paramètre DCO défini dans les arrêtés, et que en l'absence de comparaison entre les mesures, l'exploitant ne peut pas mettre en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 8 : Compatibilité des rejets avec le milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</p> <p>« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter du 13 octobre 2023 (dans sa version complétée), l'exploitant traite des aspects relatifs aux valeurs limites acceptables par le milieu nature (pour l'ensemble des paramètres et substances susceptibles d'être émis par l'installation) et explicite de manière formelle des Valeurs Limites d'Émissions à mettre en œuvre afin de respecter les objectifs mentionnés dans la prescription contrôlée.</p> <p>Il est à noter que les résultats d'acceptabilité finaux sont calculés pour un rejet dans l'ILL et non le TALBACH. L'examen réalisé par l'exploitant montre que les valeurs limites actuellement définies par l'arrêté préfectoral du 14/03/2014 permettent d'atteindre le seuil de 10% du Flux Maximal Admissible (FMA) par le milieu. Il est à noter que seul le Phosphore possède une valeur limite trop élevée (à 1,2kg/j, que l'exploitant propose de ramener à 0.9 kg/j). Concernant les Chlorures le seuil de 10% est dépassée (atteinte d'environ 15% du FMA), mais étant basé sur une valeur guide et non une Norme de Qualité Environnementale la valeur actuelle permettra de préserver les qualités visées par l'article L.212-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'instruction de ces éléments par l'Inspection fait l'objet d'un rapport distinct, mais cette dernière conclut au caractère acceptable de la demande formulée. Sans préjugé des flux finaux qui seront retenus dans l'arrêté préfectoral portant prescriptions modificatives à rédiger par l'Inspection, il convient de considérer que la compatibilité du rejet est atteinte sous couvert d'une modification</p>

<p>du point de rejet qui devra se faire dans l'ILL et non plus dans le bras de dérivation avant rejet dans le TALBACH.</p> <p>La prescription de l'arrêté de mise en demeure est considérée caduc par l'inspection, et cessera d'exister à la signature de l'acte qui modifiera certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/03/2014 en intégrant les objectifs de qualité mentionnés par la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'engager les démarches qui permettront à l'exploitant de remplir les conditions de sa demande de modification et permettant à terme de rendre acceptable ses rejets par le milieu récepteur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Ruissellement des eaux

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/05/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : III. - À défaut de dispositions fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou à défaut de dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), correspondant au maximal décennal de précipitations en cas de pluie, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Talbach possède un QMNA5 de 80l/s, soit un débit maximal à rejeter pour les eaux pluviales du site de 8l/s, soit 28,8 m³/h.</p> <p>L'exploitant a déclaré avoir procédé au changement des pompes de relevage de son bassin de confinement. La pompe étant immergée et inaccessible il n'a pu être réalisé qu'un contrôle documentaire des éléments de dimensionnement de la pompe. Il a été fourni à l'Inspection par mail du 02/04/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un devis pour la commande et l'installation d'une pompe de relevage - une commande de pompe datée du 25/01/2024, dont le numéro de référence correspondait à celui du devis - un rapport de travaux datant l'installation de la pompe au 25/03/2024, dont le numéro de référence correspondait à celui du devis et de la commande. <p>La pompe présentée dans ces documents a un débit compris entre 0 m³/h pour une hauteur d'eau supérieure ou égale à 10 mètres, et 30 m³/h pour une hauteur d'eau de 3.25 mètres.</p> <p>D'après le plan du bassin fourni par l'exploitant par mail du 25/03/2024 pour le calcul des volumes de rétention, la hauteur d'eau serait de 2.75 (cylindre) + 1 (puisard), soit 3.75 mètre. Selon les documents de présentation de la pompe, le débit pour une hauteur d'eau de 3.75 mètre serait 28 m³/h.</p> <p>Les spécifications de la nouvelle pompe permettent bien de garantir que le débit rejeté soit inférieur à 28,8 m³/h.</p> <p>Cependant comme mentionné dans le rapport de constats de l'inspection du 20 février 2023, s'ajoute à ces 8l/s les rejets du nouveau parking crée soit 20 à 80 l/s. L'exploitant n'ayant à jour engagée aucune action corrective pour ce rejet, l'inspection considère qu'il ne respecte pas la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

N° 10 : Maintenance des dispositifs de traitement de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Ce constat fait suite au constat de non-conformité relevé lors de la précédente inspection, et ayant fait l'objet d'une lettre préfectorale compte tenu du caractère organisationnel de la non-conformité constatée. Lors de la visite d'inspection, le registre conservé au niveau de la station de traitement des eaux polluées a été consulté. Celui-ci disposait de fiches de suivi quotidiennes, allant du 02/01/2024 au 27/03/2024. Plusieurs manquements ont cependant été constatés : 1. Les fiches n'indiquaient pas de valeurs de référence permettant de vérifier les valeurs inscrites chaque jour, ce qui ne permet pas de s'assurer de la bonne marche des installations. Pourtant, en prenant 3 de ces fiches, choisies au hasard par échantillonnage, et en comparant leurs valeurs avec celles indiquées comme les valeurs normales de fonctionnement dans la procédure « Conduite des installations des eaux usées (STEP) » de l'exploitant (paragraphe 7.3.1), on observe de fréquents écarts : - le 18/01/2023, les valeurs d'O ₂ dissous étaient de 0.9, 0.6 et 0.8 à 7h35, 11h00 et 15h05, alors que la valeur normale doit être supérieure à 2 mg/L. - le 12/02/2024, la concentration en MES était de 103 mg/L, alors que la valeur normale doit être inférieure à 50 mg/L - le 26/03/2024, les valeurs de pH en entrée étaient de 9.2, 8.2 et 9 à 7h50, 11h47 et 15h34, alors que les valeurs normales doivent être comprises entre 6 et 8. Ces écarts aux valeurs considérées comme normales dans la procédure n'étaient pas indiqués sur le registre spécial des incidents de fonctionnement, et n'ont pas fait l'objet de disposition prises pour y remédier. 2. Le basculement des pompes, devant être fait une fois par semaine, n'était jamais rempli sur les fiches. Ainsi, la prescription n'est pas respectée. Les dérives et incidents de fonctionnement ne sont pas systématiquement retranscrits sur le registre spécial. La conception du registre ne permet pas d'identifier facilement les dépassements de valeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prélèvements en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h [...]
Constats : Lors du contrôle en salle pendant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le document justifiant de l'étalonnage du nouveau débitmètre après son installation. D'après ce document, le nouveau débitmètre a été implanté le 02/05/2023. Sur site, le débitmètre a pu être observé, et il a été constaté que le prélèvement en continu était réalisé avec asservissement au débit. De plus, l'exploitant a transmis par mail un contrôle de recalage, réalisé en juillet 2023 par un laboratoire accrédité COFRAC pour les mesures de débit. Ce contrôle a montré un écart entre les valeurs de débit mesurées par l'industriel et par le laboratoire inférieur à 5 %. Ce constat n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, rejets eaux
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordées à un bassin de confinement [...] avant rejet vers le milieu naturel. [...] Son dimensionnement tient compte des eaux pluviales pouvant y être collectées.[...] le bassin de rétention a une capacité de 700m3.[...] Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué des éléments qui vont être mis en place pour limiter les eaux de ruissellement. Les eaux du nouveau parking seront infiltrées vers une noue d'infiltration. Une étude technique a été réalisée, mais n'a pas encore été envoyée par le bureau d'étude à l'exploitant. Les échanges entre le bureau d'étude et l'exploitant ont été montrés en salle lors de la visite d'Inspection. En ce qui concerne le dimensionnement du bassin, une justification du volume a été envoyée dans le porté à connaissance de l'exploitant du 13/10/2023. Plusieurs imprécisions ont été constatées. Ces imprécisions ont été corrigées par mail du bureau d'étude à l'inspection du 02/04/2024. Le nouveau calcul présente un volume de rétention disponible de 1097 m3. Le calcul 587 m3 de confinement en cas de pluie décennale (fonction bassin d'orage), ainsi que 303 m3 de rétention nécessaire en cas d'incendie selon le guide D9A. Cependant, une erreur a été constatée : le calcul D9A ne prend ici pas en compte les volumes d'eau liés aux intempéries, sous prétexte que ceux-ci aient déjà été pris dans le compte de la pluie décennale. Or le calcul du volume à mettre en rétention doit être l'objet d'hypothèses majorantes (par exemple orage dans la nuit puis incendie le lendemain, avec éventuellement d'autres intempéries ce jour-là). Un volume de 180 m3 supplémentaires doit donc être pris en compte. Le volume finale à mettre en rétention est donc de $180 + 303 + 587 = 1070$ m3, ce qui est bien inférieur à 1097 m3.

Ce constat n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'Inspection. Les volumes précités seront fixés par voie de prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuels et les actions correctives mises en œuvre ou prévues, dans le mois qui suit leur réalisation.
Constats : L'Inspection a consulté les résultats des contrôles périodiques sur la période avril 2023 à janvier 2024. Les dépassements étaient commentés et des mesures compensatoires étaient proposées par l'exploitant. Le constat n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Positionnement RSDE - programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31, 32, 33 et 60
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : Les prescriptions des articles 31, 32, 33 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ne sont pas reprises dans le présent document par souci de lisibilité. Elles sont disponibles en annexe du présent rapport
Constats : Dans le constat du rapport de contrôle de la visite du 20/02/2023. Le positionnement transmis par l'exploitant en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (modifiant l'arrêté ministériel du 02/02/98) avait été jugé incomplet et non recevable. Un courrier préfectoral avait été établi à son attention en date du 9 mars 2023 afin qu'il complète son positionnement. Le positionnement de l'exploitant a été réalisé au travers du dossier de porter à connaissance du 14/10/2023. L'instruction de ces éléments par l'Inspection fait l'objet d'un rapport distinct, mais cette dernière conclut au caractère recevable du positionnement transmis. Les prescriptions actuellement opposables au site en matière de surveillance de ses rejets aqueux industriel (point de rejet, valeurs limites d'émissions, fréquence d'autosurveillance) ne sont plus adaptées et doivent être reprises.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE - Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31, 32, 33 et 60

Article 32 de l'arrêté du 2 février 1998

Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle «, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements. »

1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)

Matières en suspension (Code SANDRE:1305)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j,
35 mg/l au-delà,

150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage.

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement,
30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement,
125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,
- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO5 et la DCO,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO5 et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.

2 - Azote et phosphore

a) Dispositions générales

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE:1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées.

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement.
En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet et les caractéristiques du milieu récepteur, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres.

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) :
(Code SANDRE:1551)

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ;

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j,

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

c) Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a) et au b) sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12 °C.

Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a) et au b).

3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
(1) Indice phénols	-	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
(2) Indice cyanures totaux	57-12-5	1390	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
(3) Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	50 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
(4) Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(5) Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j

(6) Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(7) Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(8) Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(9) Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j
(10) Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	2 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)		1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
(13) Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
(14) Ion fluorure (en F ⁻)	16984-48-8	7073	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Substances de l'état chimique				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Alachlore	15972-60-8	1101	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Anthracène*	120-12-7	1458	25 µg/l	
Atrazine	1912-24-9	1107	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Benzène	71-43-2	1114	50 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Diphényléthers bromés	-	-	50µg/l (somme des composés)	-
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l	-
Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l	-
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l	-
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-	-
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l	-
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-	-
Cadmium et ses composés*	7440-43-9	1388	25 µg/l	-
Chloroalcanes C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l	-
Chlorfenvinphos	470-90-6	1464	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	2921-88-2	1083	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j

Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	309-00-2 / 60-57-1 / 72-20-8 / 465-73-6	1103 / 1173 / 1181 / 1207	25 µg/l (somme des 4 drines visées)	-
DDT total (1)	789-02-06	-	25 µg/l	-
1,2-Dichloroéthane	107-06-2	1161	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
Diuron	330-54-1	1177	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Endosulfan (somme des isomères)*	115-29-7	1743	25 µg/l	-
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Hexachlorobenzène*	118-74-1	1199	25 µg/l	-
Hexachlorobutadiène*	87-68-3	1652	25 µg/l	-
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères)*	608-73-1	1200 / 1201 / 1202	25 µg/l	-
Isoproturon	34123-59-6	1208	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l	-
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l	-
Octylphénols	140-66-9	1959	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Pentachlorobenzène*	608-93-5	1888	25 µg/l	
Pentachlorophénol	87-86-5	1235	25 µg/l	si le rejet dépasse

				1g/j
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	-	7088		
Benzo(a)pyrène *	50-32-8	1115		
Benzo(b)fluoranthène*	205-99-2	1116	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	-
Benzo(k)fluoranthène*	207-08-9	1117		
Benzo(g,h,i)perylène*	191-24-2	1118		
Indeno(1,2,3-cd)pyrène*	193-39-5	1204		
Simazine	122-34-9	1263	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain?cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l	-
Trichlorobenzènes	12002-48-1	1630 / 1283	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
<u>Autres substances de l'état chimique</u>				
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l	-
Trifluraline*	1582-09-8	1289	25 µg/l	-
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l	-

Quinoxyfène*	124495-18-7	2028	25 µg/l	-
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	-	7707	25 µg/l	-
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l	-
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l	-

Polluants spécifiques de l'état écologique

Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	25 µg/l	si le rejet dépasse 0,5 g/j
AMPA	77521-29-0	1907	450µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Glyphosate	1071-83-6	1506	28µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
Toluène	108-88-3	1278	74 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)	126-73-8	1847	82µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
Biphényle	92-52-4	1584	25 µg/l	si le rejet dépasse

				1g/j
Xylènes (Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	50 µg/l	si le rejet dépasse 2g/j
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	NQE	- si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l	
	-	25 µg/l	- si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l	

(1) Le DDT total comprend la somme des isomères suivants : 1,1,1-trichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 50-29-3) ; 1,1,1-trichloro-2 (o-chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 789-02-6) ; 1,1 dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthylène (numéro CAS 72-55-9) ; et 1,1-dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 72-54-8).

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Nota 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

Nota 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Article 33 de l'arrêté du 2 février 1998

Nonobstant les dispositions de l'article 22, pour certaines activités, les dispositions de l'article 32 sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après.[...]

14 - Chimie

Les valeurs limites de concentration suivantes sont respectées selon les activités visées :

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux	Types d'activités concernées
Toluène	108-88-3	1278	1,5mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	Pour la production de toluène
					sinon

			50 µg/l		
Xylènes (Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	200 µg/l 50 µg/l	Si le rejet dépasse 10 g/j	Pour la production de xylènes sinon
1,2 dichloroéthane	107-06-2	1161	50 µg/l 25 µg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	Pour la production ou la transformation de 1,2 dichloroéthane sinon
Dichlorométhane (Chlorure méthylène)	75-09-2	1168	500 µg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	
Chlorure de vinyle	75-01-04	1753	200 µg/l 50 µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Pour la production de polymères ou copolymères sinon
Trichlorométhane (Chloroforme)	67-66-3	1135	400 µg/l 100 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j	Pour les productions de chlorure de vinyle et de chlorométhanés sinon
Ethylbenzène	100-41-4	1497	150 µg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	
2-nitrotoluène	88-72-2	2613	25 µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	

Phosphate de tributyle	126-73-8	1847	50 µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	
Acide chloroacétique	79-11-8	1465	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j	
4-chloro-3-méthylphénol	59-50-7	1636	100 µg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	

[...]

Article 60 de l'arrêté du 2 février 1998

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

	Fréquence de suivi	Seuil de flux
DCO (sur effluent non décanté)	Journalière	300 kg/j
Matières en suspension	Journalière	100 kg/j
DBO5 (1) (sur effluent non décanté)	Journalière	100 kg/j
Azote global	Journalière	50 kg/j
Phosphore total	Journalière	15 kg/j
Hydrocarbures totaux	Journalière	10 kg/j
Ion fluorure (en F ⁻)	Journalière	10 kg/j
Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (3)	Journalière	2 kg/j
Indice phénols	Journalière	500 g/j
Aluminium et composés (en Al)	Journalière	5 kg/j
Etain et composés (en Sn)	Journalière	4 kg/j

Fer et composés (en Fe)	Journalière	5 kg/j
Manganèse et composés (en Mn)	Journalière	2 kg/j
Chrome et composés (en Cr)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle (2)	200 g/j
Cuivre et composés (en Cu)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle (2)	200 g/j
Nickel et composés (en Ni)	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle (2)	20 g/j
Plomb et composés (en Pb)	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle (2)	20 g/j
Zinc et composés (en Zn)	Mensuelle	500 g/j
	Trimestrielle (2)	200 g/j
Chrome hexavalent (en Cr6+)	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle (2)	20 g/j
Indice cyanures totaux	Journalière	200 g/j
Autre substance dangereuse visée à l'article 32-4	Mensuelle	100 g/j
	Trimestrielle (2)	20 g/j
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 32-4	Mensuelle	5 g/j
	Trimestrielle (2)	2 g/j

« Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1), MES, azote global et phosphore total. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires. »

(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES.

(3) La mesure journalière du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et qu'une mesure journalière de leurs niveaux d'émissions est déjà effectuée sur ces composés de manière individuelle. La fraction des composés organohalogénés non identifiés ne représente alors pas plus de 0,2 mg/l.

[...]